



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>56674</b>	De <b>M. Hervé Féron</b> ( Socialiste, républicain et citoyen - Meurthe-et-Moselle )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Affaires étrangères		<b>Ministère attributaire</b> > Affaires étrangères
<b>Rubrique</b> > politique extérieure	<b>Tête d'analyse</b> > Thaïlande	<b>Analyse</b> > situation politique en mai 2014. perspectives.
Question publiée au JO le : <b>03/06/2014</b> Réponse publiée au JO le : <b>24/06/2014</b> page : <b>5165</b>		

### Texte de la question

M. Hervé Féron attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et du développement international sur l'instabilité politique en Thaïlande. Le pays est confronté à des crises régulières depuis 2005 avec une accentuation des troubles à l'automne dernier. Deux camps s'opposent, celui des « chemises jaunes », militants ultra monarchistes opposés à l'équipe gouvernementale élue en 2011 et accusée de corruption, et les « chemises rouges » soutenues par les populations rurales et pauvres du nord du pays. Après des mois de crise, émaillés par des manifestations et des affrontements violents entre les partisans des deux camps et ayant conduit à la destitution de l'ancienne première ministre, la situation s'est encore dégradée ces derniers jours. Ce jeudi 22 mai 2014, la Thaïlande a été le théâtre d'un coup d'État mené par l'armée, le dix-huitième depuis 1932. De nombreuses mesures attentatoires aux libertés publiques et dommageables pour le fonctionnement régulier des institutions démocratiques ont été prises : interdiction des rassemblements, instauration d'un couvre-feu, suspension de la Constitution, interdiction de sortie du territoire pour près de 155 personnes, contrôle des médias audiovisuels... La communauté internationale a réagi rapidement, condamnant ce putsch et appelant à l'organisation de nouvelles élections. Il lui demande les intentions de la France pour favoriser le retour au calme et la stabilisation politique du pays.

### Texte de la réponse

La France a condamné dès le 22 mai la prise de pouvoir par l'armée en Thaïlande. Elle appelle à un retour immédiat à l'ordre constitutionnel et à l'organisation rapide d'un processus électoral et demande que les droits et libertés fondamentaux soient respectés. La France suit avec la plus grande vigilance l'évolution de la situation, en concertation avec ses partenaires européens.